



pour une réconciliation nationale

Aux Etats-Unis, le Congrès a en premier vote rejeté le plan Paulson de soutien au secteur bancaire. Les raisons de ce rejet sont évidentes : les Américains ont fait savoir à leurs représentants qu'ils n'entendaient pas payer pour les errements de la finance mondialisée. Le Congrès a rejeté le plan Paulson parce qu'il était immoral et anticonstitutionnel. A cela s'ajoute sans doute une considération plus pragmatique : de toute manière, en créant toujours plus de masse monétaire sans contrepartie dans l'économie réelle, ce plan ne pouvait que différer l'implosion finale de la bulle-dollar, et en outre rendre cette implosion encore plus cataclysmique qu'elle ne l'est déjà.

Egalité & Réconciliation constate que cette problématique américaine a d'ores et déjà franchi l'Atlantique. A une échelle évidemment bien moindre, le gouvernement français s'engage sur la même pente que l'administration Bush aux abois. Le Premier Ministre français François Fillon a déclaré que l'Etat français empêcherait une quelconque faillite bancaire. « Nous ne nous interdisons aucune solution, » a déclaré le Premier Ministre. « Si une banque française a des difficultés, l'Etat peut faciliter son adossement, prendre une participation. » Cette déclaration survient alors que l'Etat français s'apprête à investir 1 milliard d'euros dans la banque franco-belge Dexia, tandis que la Caisse des Dépôts et Consignations va apporter 2 milliards.

Cet argent public ne sort pas du néant. En dernière analyse, il sera prélevé sur le pouvoir d'achat des Français, soit par l'inflation si la Banque Centrale Européenne finance ces opérations par la masse monétaire, soit, plus probablement, par l'accroissement de la dette publique française et donc, en dernière analyse, par une pression fiscale supplémentaire. Par conséquent, comme aux Etats-Unis, ce type d'opérations doit faire l'objet d'un débat parlementaire, et l'opinion doit être alertée sur ce qu'il faut bien appeler un pillage des fonds publics au profit d'institutions financières privées.

A ce propos, Egalité & Réconciliation constate avec amusement que le même gouvernement qui nous explique qu'on ne peut pas du tout financer la modernisation de La Poste par les fonds publics (3 milliards d'euros), vient justement de trouver 3 milliards en 48 heures pour voler au secours de la finance spéculative mondialisée. Nous apprenons également avec intérêt que la commission européenne a déclaré « ne pas avoir à enquêter » sur la recapitalisation en catastrophe des banques privées. On a connu le régulateur européen plus tatillon en matière de distorsions de concurrence. Si la situation n'était pas dramatique, le système eurromondialiste en déroute serait presque drôle.

Le contribuable doit être informé de l'utilisation qui sera faite de ses impôts. E&R appelle les Français à exiger de leurs députés qu'ils questionnent le gouvernement sur les réponses apportées à la crise financière actuelle. Nous suggérons en particulier les quatre points suivants :

- Dans quelle mesure les capitaux fournis par la sphère publique française servent-ils à couvrir les risques de défaillance des banques américaines débitrices des établissements européens ? Ces risques ne sont-ils pas couverts par les autorités américaines ?
- Si les capitaux fournis par la sphère publique servent à couvrir des risques de défaillance venant d'acteurs européens, pourquoi faut-il venir en aide aux banques créditrices, et pas directement aux acteurs économiques, consommateurs, communes, entreprises ?
- Quelles sont les mesures de régulation prises pour rétablir sans délai la transparence sur les marchés ?
- Quelles enquêtes seront diligentées, et sous quel délai, quant à la responsabilité des gestionnaires des établissements concernés par les mesures de refinancement public ?

E&R suivra cette affaire de près, dans un esprit de responsabilité, pour obliger le gouvernement à informer correctement les citoyens et à réserver l'argent du contribuable aux intérêts de la Nation.

WWW.EGALITEETRECONCILIATION.FR